

# Lettre aux élu.e.s

Cher.ère élu.e,

Le 14 juillet 2021 n'a pas été Fête Nationale. Il a été un jour de profonde tristesse. L'actuel Président de la République a, par son intervention du 12 juillet, insulté la mémoire de toutes celles et ceux qui ont donné leur vie pour faire de la France un État de droit ; il vient de détruire les valeurs républicaines de Liberté, Égalité, Fraternité, gravées au fronton de tous les édifices publics pour déclarer au monde ce qui caractérise notre Nation.



**Extension pass sanitaire**

**Liberté** : Depuis un an et demi, l'action de ce gouvernement n'a eu de cesse de s'attaquer aux libertés fondamentales au nom d'une guerre déclarée à un virus certes pandémique mais en fin de compte très peu mortel, y compris et surtout le variant Delta dont nous rebat les oreilles de sa dangerosité, pour nous faire peur, alors qu'il n'en est rien.

Au fil du temps, la réalité statistique s'est en effet révélée infiniment moins alarmante que celle prédite par les modèles mathématiques, sur la base desquels ont été adoptées les mesures liberticides ; l'efficacité des traitements précoces est probante dans les pays qui les ont utilisés, ce qui aurait dû conduire à un apaisement et une réorientation mesurée des réponses à donner à cette maladie.

Est-ce par orgueil, ou obéissance à d'obscurs intérêts ? le cortège des mesures liberticides et destructrices de la société s'est poursuivi, fondé, faute d'arguments, sur l'utilisation outrancière de la peur, de la propagande, de la censure et de la sanction, tout cela dans le cadre d'un état d'urgence permettant de s'affranchir des lois.

Or voilà que ce gouvernement s'attaque à un droit fondamental, inscrit dans tous les textes légaux nationaux et internationaux, celui qui donne droit à toute personne en capacité d'exprimer sa volonté de refuser un traitement qui lui est proposé : Code de déontologie médicale art 36, Code de Nuremberg, Déclaration de Genève pour les médecins, Déclaration d'Helsinki 1996 dont la France est signataire, Convention d'Oviedo 1997, Avis n° 2361 du Conseil de l'Europe émis en janvier dernier, etc., la liste n'est pas close).

Voilà donc cette liberté fondamentale refusée désormais aux soignants. Rien d'offusquant, n'est-ce pas, puisqu'avec hypocrisie confondante, l'engagement est pris de ne pas renoncer à la liberté vaccinale et de limiter *seulement* l'obligation à ces personnes exposées. Pour leur bien. C'est oublier qu'avant la fonction est la personne, et que cette fonction ne doit pas les priver de ses droits fondamentaux.

**Égalité** : « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits ». Tel est l'article premier de la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, repris dans l'article premier de la Déclaration Universelle des Droits de

l'Homme de 1948. À partir du moment où le vœu de ce gouvernement est de faire voter une loi qui garantit certains droits à une partie de la population et pas à l'autre par l'obligation vaccinale partielle et par l'introduction d'un passeport sanitaire, les citoyens ne sont plus ni libres ni égaux en droits.

Tout ce que les générations passées ont construit, tout ce que bon nombre de peuples sur la terre ont reconnu comme valeurs supérieures sur lesquelles reposent les démocraties est purement et simplement mis à la poubelle en France. France, lumière du monde, pays des Libertés, qu'es-tu devenue ?

Notons au passage l'incohérence de l'adoption d'un passeport sanitaire. Pour qu'il ait une certaine pertinence il faudrait que le vaccin protège du virus. Or, il n'empêche ni d'attraper le virus, ni de le transmettre. Il protège au mieux des expressions graves de la maladie (ce qui reste à prouver, car étant encore en phase expérimentale, nous ne savons rien des réactions possibles à moyen et long terme, ce que les laboratoires admettent tacitement puisqu'ils dégagent totalement leur responsabilité).

La pertinence sanitaire disparaissant, reste une volonté politique aux relents nauséabonds qui, quelles que soient les motivations cachées en coulisse, conduisent à l'instauration d'une société d'apartheid à faux prétexte sanitaire. Il fut un temps où les lépreux portaient une clochette, un autre où les « sous-humains » devaient arborer une étoile jaune, voici la version 2.0 où le passeport sanitaire avec QR Code va permettre de distinguer les citoyens qui méritent de ceux qui « ne sont rien », expression célèbre du président qui exprime clairement sa vision de la société française.

**Fraternité** : dans cet espace les citoyens que nous sommes peuvent encore l'exprimer, car l'attitude qu'on adopte reste un choix personnel. La Fraternité ne se légifère pas. Un choix toutefois rendu difficile car nager à contre-courant est épuisant. Comment en effet favoriser la Fraternité dans une société où les droits ne sont pas les mêmes pour tous, où tout est fait pour rendre la vie difficile à celles et ceux qui préfèrent vivre selon leur conscience plutôt que d'obéir aveuglément à la doxa ? Alors elle s'exercera à l'insu de nos gouvernants, par de petits moyens, par des astuces, par la débrouillardise solidaire. Et sera un défi aux autorités.

### **S'attaquer au symptôme ne résout pas la cause.**

En conclusion, un point n'apparaît manifestement pas sur l'écran radar gouvernemental. L'argument principal qu'il utilise pour pousser la population à se faire vacciner repose sur la promesse de retrouver le monde d'avant. C'est nier la cause des causes! Cette pandémie n'est que le fruit du monde d'avant, fondé sur un modèle économique et financier qui conditionne un mode de vie suicidaire par la pollution grandissante qu'il génère et par la destruction industrialisée et systémique des ressources naturelles.

Il est évidemment plus simple de réduire la solution à la prise d'une injection susceptible de faire se développer dans notre organisme une protéine vouée à être prise en charge par le système immunitaire, mais qui, au passage, peut s'avérer être toxique : d'où les nombreux effets secondaires celés par les Centres de Recueil de Pharmacovigilance en France, mais transparents à l'étranger : plus de 9000 décès en 600 millions de doses aux États-Unis, plus de 17000 décès en Europe, pour presque un milliard de doses injectées.

L'émergence de virus mutants ne fait que corroborer cette aphorisme de la biologie : « la Vie trouve toujours son chemin ». Non, pas de retour au monde d'avant, mais s'attaquer aux causes de notre incurie : ce monde individualiste, techno-centré, destructeur de notre environnement, capitaliste à tous crins.

Notre humanité vit bien des crises : crise financière, crise politique, crise humanitaire, crise sociale, crise écologique, crise sanitaire... Il est des langages symboliques que la Vie utilise mais que ce gouvernement comme tant d'autres n'entend pas. Telle l'autruche qui enfouit sa tête dans le sable, ce gouvernement fétichise le « vaccin ». La Vie jusqu'alors a été assez douce pour limiter son invitation à nous réconcilier avec elle en nous secouant par les épaules. Plus on déclinera l'invitation, plus les semonces se feront pressantes et douloureuses.

Cher.ère élu.e, êtes-vous de ceux qui voyez la noblesse de votre fonction dans l'obéissance aveugle à l'autorité hiérarchique, ou de ceux qui décident librement en fonction de leur conscience détachée de leur intérêt propre, en respectant l'opinion de ceux qui vous ont fait élire ? J'attends de vous :

**- Que vous transmettiez cette lettre à vos collègues : vous êtes élu du peuple, pas de votre parti**

**- Que vous votiez contre ce projet de loi en être humain libre, conscient, non en sujet inféodé**

Je veux croire en l'être humain que vous êtes, et vous supplie de préserver nos libertés fondamentales.

Avec mes respectueuses salutations

Dr Bruno Bourgeon